



Déclaration sur la crise au Mali

La Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) prend acte des changements intervenus dans notre pays depuis le 22 mars 2012 et de l'évolution de la situation sociopolitique à ce jour.

La Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement reste préoccupé par la grave situation alimentaire et nutritionnelle à cause multiple ainsi que par le conflit armé dans sa partie Nord/Centre qui a provoqué des centaines de milliers de déplacés dans les pays voisins et à l'intérieur du pays plongeant de nombreuses populations innocentes dans l'angoisse et dans la précarité forcée.

La CAD-Mali :

- condamne avec la dernière énergie les nombreuses violations des droits humains dont sont victimes les populations des régions de Tombouctou, Gao et Kidal du fait de la barbarie des rebelles du MNLA, d'Ansar Dine, de la Secte Boko Haram et d'Aqmi.
- condamne les saccages et les pillages des patrimoines culturels, des édifices de l'administration, des ONG, des Centres de santé communautaire dans lesdites localités et la désolation causée par ces mouvements barbares.
- condamne la proclamation de l'indépendance de l'Azawad par les rebelles du MNLA et ceux d'Ansar Dine,
- condamne les manœuvres de la CEDEAO et de la communauté internationale sous le masque de la lutte contre le terrorisme et des islamistes pour envahir notre pays avec des forces d'interpositions
- condamne le soutien de la France aux rebelles du MNLA pour l'occupation crapuleuses des régions de Gao, Tombouctou et Kidal. Cet envahissement sur fond de néo colonisation, n'est plus ni moins que le réveil du vieux projet OCRS (organisation communautaire des régions sahéniennes) entérinée par la loi N° 57-27 du 10 janvier de 1957 de l'ex puissance coloniale en vue faire main base sur les ressources naturelles desdits territoires.

A cet effet, la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) recommande à la communauté internationale d'exiger aux pays qui soutiennent ces groupes armés sécessionnistes, l'arrêt de tout appui logistique et diplomatique. Notre le pays, le Mali a plutôt besoin d'une coopération au développement permettant à sa vaillante armée d'assurer l'intégrité territoriale et le droit à la vie et du vivre ensemble.

Aussi, nous exigeons l'ouverture immédiate d'un corridor humanitaire afin de permettre l'acheminement des vivres et des médicaments à nos sœurs et frères pris en otage par les assaillants dans les régions de Kidal, Tombouctou et Gao.

Par ailleurs, la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) se réjouit de la signature de l'Accord Cadre entre le CNRDRE et la CEDEAO. Elle soutient le CNRDRE dans ses initiatives de restauration de l'autorité de l'Etat. La CAD-Mali réclame la mise en place d'organes crédibles de la Transition pour la réunification du Mali, pour la relance qualitative de l'école malienne, l'élaboration d'un fichier électoral fiable et l'organisation d'élections libres, transparentes et crédibles, ainsi que l'audit public de la transition à la fin du processus.

En outre, la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) exhorte les forces de défenses et de sécurité du Mali à plus de détermination pour la restauration de l'intégrité du territoire.

En fin, la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) continuera à suivre l'évolution de la situation avec attention pour la mise en œuvre des idéaux du 22 mars 2012.

Pour ce faire, la Coalition des Alternatives Africaines Dette et Développement (CAD-Mali) exhorte le CNRDRE à la tenue de la Convention nationale pour prendre en compte l'avis de l'ensemble des composantes de la nation malienne sur la question de la transition.

Convaincu que le peuple malien est un grand peuple qui est fier de son passé glorieux, il saura rester soudé et mettre en avant l'intérêt du Mali pour une sortie honorable de cette crise.

Bamako, le 14 Avril 2012

Le Président

Sekou DIARRA